

POUR STOPPER LE GÉNOCIDE EN COURS À GAZA, IL FAUT BLOQUER LES LIVRAISONS D'ARMES À ISRAËL !

Depuis 4 mois, plus de 27 000 Palestiniens ont été tués et plus de 70 000 ont été blessés par les bombardements de l'armée israélienne à Gaza. Informée de l'Appel pressant des syndicats palestiniens du 15 octobre, la section SNESup Toulon, réunie le 13 février 2024, répond positivement à cet appel et en reprend l'ensemble des revendications : « *Stop arming Israel ! End all complicity !* ».

La section SNESup Toulon s'adresse à la CAN et au CDFN de la FSU pour que notre fédération réponde positivement à l'appel des syndicats palestiniens du 15 octobre et rejoigne ladite campagne.

Elle s'adresse au CDFN de la FSU pour que la FSU appelle les autres syndicats à répondre à l'appel cité, à rejoindre la dite campagne et à former un front uni sur les revendications définies par les syndicats palestiniens.

Alors qu'Israël intensifie sa campagne militaire, les syndicats palestiniens appellent leurs homologues internationaux et toutes les personnes de conscience à mettre fin à toute forme de complicité avec les crimes d'Israël, en cessant de toute urgence le commerce d'armes avec Israël, ainsi que tout financement et toute recherche militaire. C'est maintenant qu'il faut agir - des vies palestiniennes sont en jeu.

Cette situation urgente et génocidaire ne peut être évitée que par une augmentation massive de la solidarité mondiale avec le peuple de Palestine et qui peut freiner la machine de guerre israélienne. Nous avons besoin que vous agissiez immédiatement - où que vous soyez dans le monde - pour empêcher l'armement de l'État israélien et des entreprises impliquées dans l'infrastructure du blocus.

La section SNESup Toulon appelle à manifester sous la bannière « *Stop arming Israel ! End all complicity* », en soutien à toutes les initiatives prises dans le sens du boycott de la fabrication et de la livraison d'armes et de tout combat contre tout soutien logistique et économique du gouvernement français à Israël notamment pour le retrait des troupes françaises de la région.

Elle appelle à cesser toute collaboration avec les universités ou les entreprises qui contribuent au développement technologique militaire d'Israël.

Elle exige également le retrait pur et simple de la lettre de Retailleau aux présidents d'université du 9 octobre 2023, qui organise une véritable chasse aux sorcières contre l'expression de tout soutien à la défense du peuple palestinien, le respect des libertés académiques et l'arrêt des répressions en cours.

Toulon, le 13 février 2024, adoptée à l'unanimité de l'AG de section



Pour consulter la campagne internationale et l'appel des syndicats palestiniens :
<https://www.workersinpalestine.org/>